

LE MONDE

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche
après l'Hôtel Terminus en venant
du Rond point Grand Hôtel.

CEL : 90.06.78.46 / 96.27.0196

E-mail: lemonde_niger1@yahoo.fr

D'AUJOURD' HUI

RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 / NIF:297 59/S

3^{ème} année:

N°257 DU MERCREDI
13 SEPTEMBRE 2017

PRIX : 300 F

Hebdomadaire nigérien d'informations générales et d'analyse

Primature

Le Premier ministre Brigi Rafini, toujours dans l'attente !



Le Pnds Tarayya a deux candidats potentiels dans ses valises, le troisième candidat étant, selon nos sources, dans les rangs des alliés ayant des représentants à l'Assemblée nationale. Une pure formalité qui n'a pas trompé lesdits alliés qui auraient d'ailleurs décliné l'offre...

Tahoua Sakola

Vers un échec total des préparatifs ?

Mal gouvernance

Les révoltes des oppositions africaines

Crise financière et mesures impopulaires

La grogne sociale va crescendo

Crise de trésorerie

Le régime cherche à saigner les citoyens

Les points sur les i

Arrêtez le suicide de l'école publique, car l'école, ce n'est pas une affaire d'amusement. L'école, c'est du sérieux, le poumon d'un peuple qui aspire au développement.

Le Niger, c'est peu de le dire, est en de bien mauvaises mains. L'école, c'est connu de tous aujourd'hui, y compris au village, est le substrat du développement durable. Sans école, point de développement. Et sans développement, point de salut pour un peuple. Or, il se trouve qu'au Niger, pays régulièrement classé dernier depuis six ans par le Pnud en termes d'indice de développement humain (IDH), l'école est l'objet d'amusement, pour parler comme nos frères ivoiriens. Objet d'amusement, c'est sûr, mais objet d'une politique suicidaire qui ne vise rien d'autre qu'à assurer à ceux qui gouvernent la préservation de la plénitude de leur train de vie scandaleux à la tête de l'Etat. Et malgré les cris de détresse des uns, les mises en garde des autres, sur les conséquences fâcheuses sur l'état du pays qui va nécessairement empirer, les maîtres de Niamey n'en ont cure. Ils font sourde oreille. Consécutivement à la gestion catastrophique de ce dossier extrêmement sensible du fait de son importance stratégique dans le processus du développement, notamment l'opposition de la force à des exigences démocratiques comme dans le cas des événements du 10 avril 2017 sur le campus universitaire ou avec l'évaluation illégale – n'en déplaise au Conseil d'Etat qui s'est déclaré incompétent pour apprécier la question – des enseignants contractuels, les semaines à venir seront noires pour l'école nigérienne. L'enseignement supérieur sera considérablement perturbé à cause du mépris qu'affichent les autorités de tutelle aux revendications des étudiants et scolaires ; l'enseignement primaire n'existera plus dans de nombreuses localités du Niger, victime de la fermeture obligée de nombreuses écoles pour cause de renvoi de plus de 6000 enseignants. Quant à l'enseignement secondaire, il subira forcément les contrecoups de la crise profonde des deux chaînons sans lesquels il n'a ni source ni débouché.

Les lettres de résiliation de contrats seraient en cours de signature. A une vingtaine de jours de la rentrée scolaire, le ministère de tutelle (Enseignement primaire) n'a aucune idée de l'impact réel de la purge sur la couverture scolaire.

Le ministère de tutelle (Enseignement primaire) reste muet par rapport à cet aspect et à bien d'autres qui suscitent interrogations et inquiétudes. C'est du kamé-kamé, comme disent les haousas. Quels sont les effectifs totaux d'enseignants qui restent dans le système et quels sont les effectifs d'élèves qu'ils

auront à gérer ? Quels sont ces effectifs par région, par département, par arrondissement ? Quelle est la cartographie de la purge sur l'ensemble du Niger, selon chaque inspection ? Les écoles fermées et regroupées le seront sur quelle base, quels critères ? L'Etat assurera-t-il les déplacements des enfants regroupés ? Leur assurera-t-il le gîte et le manger chaque jour, comme dans les cantines, alors que l'on a travaillé, des années durant, à rapprocher l'école de l'apprenant ? Avec une perte de 6000 enseignants, ce n'est moins de 1000 écoles comportant l'ensemble des six niveaux du primaire, c'est-à-dire du CI au CM2, qui vont fermer.

De quel esprit « criminel » est venue cette désastreuse idée de renvoyer 6000 enseignants à la veille d'une rentrée scolaire ? En fermant autant d'écoles, les tenants de ce projet insensé et vraiment assassin pour le peuple nigérien, seraient-ils en train de dire qu'il n'y aurait pas de recrutements de nouveaux inscrits au Cours d'initiation (CI) ? Si ça se passe ainsi, et on ne voit pas comment les choses se passeraient autrement avec la fermeture probable de 6000 écoles au minimum, ce serait une grave violation des droits de l'enfant et une première dans l'histoire du Niger. L'Unicef, le Pnud ainsi que leurs réseaux qui aident, d'une façon à une autre, à ce que les enfants jouissent de ce droit inaliénable, se mettront sur le pied de guerre. Mais, à quoi cela servirait-il ? Le mal serait déjà consommé et le Niger conserverait, plus que jamais, son rang de dernier au classement IDH.

Avec 6000 écoles fermées au minimum, autant dire publiquement que l'école publique est fermée, au Niger, jusqu'à nouvel ordre. Comment être autre chose que dernier lorsque l'on démolit la base du développement ? La qualité des enseignements ne se décrète. Elle ne se réalise pas également par un coup de baguette magique en renvoyant des milliers d'enseignants à la veille d'une rentrée scolaire. Ce qui est en train d'être fait s'appelle de la folie. La folie meurtrière d'une classe dirigeante qui cherche désespérément les clés de l'imbroglio financier dans lequel elle a plongé le Niger. L'école n'est pas une affaire d'amusement. Ce n'est pas une boutique non plus. L'école, c'est le nombril d'un pays, le cœur d'un peuple qui aspire véritablement au développement. La situation actuelle de l'école nigérienne est inadmissible et la récente décision du gouvernement de transférer la gestion des secteurs sociaux de base (éducation, santé, hydraulique, environnement) aux collecti-

vités est pire qu'un aveu d'échec.

C'est l'expression d'une insouciance totale des problèmes que vivent les populations nigériennes. Citoyens, débrouillez-vous ! Tel est le message sibyllin qu'il faut savoir lire. Il n'y aura pas que l'école qui va dégringoler. La santé, l'environnement, l'eau, vont également périlcliter.

Pourquoi ce retour incessant à la case départ ? Pourquoi ne tirons-nous pas de leçons des expériences, douloureuses par ailleurs ? Pourquoi l'école est traitée avec tant de désinvolture ? Pourquoi la décentralisation doit s'opérer au détriment du peuple nigérien ? L'école nigérienne, c'est sûr, est danger. Elle va être bientôt entraînée dans un cycle de déstabilisation et de désordre aux conséquences insoupçonnées. Tout ce que l'on sait, c'est que ceux qui en ont décidé ainsi n'en ont cure. Tout ce que l'on sait, c'est que leur purge ne générera pas pour autant la qualité des enseignements. Mais elle contribuera à desserrer l'étau financier qui les étouffe. Tout ce que l'on sait, c'est que l'évaluation des enseignants, telle qu'elle a été faite, n'assure pas que seuls les plus défaillants sont sur les listes de renvoi. Car, elle n'a pas été juste. Demandez à un pilote l'avion comment réparer l'avion et vous allez constater la catastrophe. Qu'ils arrêtent, donc, de parler de qualité des enseignements.

Daouda Mamadou Marthe est certainement un homme malade dans sa peau et sa conscience. Enseignant de formation et de carrière, il sait que c'est une dérive grave et c'est lui, en premier, qui en porte la responsabilité. Peut-il dire NON et refuser de s'inscrire dans la logique décidée ? On l'a vu et entendu clamer sa volonté d'aller jusqu'au bout. Mais de quelle volonté parle-t-il ? De sa volonté, à lui, l'enseignant, forgée dans la conviction qu'il fait du bien à l'école nigérienne ou celle de Mahamadou Issoufou, bâtie dans la fumée âcre du désespoir et de l'ironie de l'histoire ? S'il a fait, en définitive, le choix d'assumer cette démolition de l'école nigérienne alors qu'il sait parfaitement qu'il n'a aucune réponse satisfaisante aux questions que pose le renvoi de plus de 6000 enseignants contractuels et, conséquemment, la fermeture, au minimum, de 6000 écoles à six niveaux, il doit savoir, à l'avance, quelle place et quelle image la postérité gardera de lui. Et la postérité, c'est peut-être, déjà, demain.

Mallami Boucar

Primature

Le Premier ministre Brigi Rafini, toujours dans l'attente !



Selon une source digne de foi, le comité exécutif du Pnds Tarayya, élargi, cette fois, aux régions, s'est réuni pour examiner les raisons de leur échec. Des raisons qui surprennent par leur teneur et par leur sincérité. La principale, ce serait, selon nos sources, parce que dès les premières heures de leur arrivée au pouvoir, ils se sont remplis les poches et qu'ils ont manqué de vision par rapport à leur programme de campagne. Mais ils n'ont pas parlé que ça. Ils ont également planché sur la nomination du prochain Premier ministre. Le Pnds Tarayya a deux candidats potentiels dans ses valises, le troisième candidat étant, selon nos sources, dans les rangs des alliés ayant des représentants à l'Assemblée nationale. Une pure formalité qui n'a pas trompé lesdits alliés qui auraient d'ailleurs décliné l'offre. Ils préfèrent que les trois soient tous issus du Pnds Tarayya.

Le premier est Amadou Altiné, un ancien cadre de la BCEAO qui a le soutien du Président Issoufou Mahamadou et presque de la majorité du CEN du Pnds Tarayya. Selon toujours nos sources, ce comité reconnaît qu'il a le profil nécessaire

pour ce poste, surtout vu ses antécédents, ses relations avec les institutions financières internationales comme la Banque mondiale (BM), le Fonds monétaire International (FMI) et les autres institutions financières sous-régionales. Au sein de la mouvance au pouvoir, il a aussi le soutien des grands alliés du Pnds Tarayya que sont le Mnsd Nassara de Seïni Oumarou, le Mpr Jamhuriya de Albadé Abouba et le Mpn Kissin Kassa de Ibrahim Yacouba. Le second, sur la liste, est Bazoum Mohamed qui est tout de même le président du Pnds Tarayya. Il a aussi quelques soutiens au sein du parti et parmi leurs alliés au pouvoir, notamment le Pjd Hakika qui ne serait pas d'ailleurs, toujours d'accord avec lui sur certaines décisions.

Il est reproché à Bazoum d'être quelqu'un qui d'insupportable, impulsif et imprévisible. Selon toujours nos sources, les détracteurs de Bazoum estimerait qu'il n'a pas le profil requis.

Pire, ils pensent qu'avec lui, la mouvance risque d'éclater à tout moment. Le dernier mot, indique-t-on, revient, de toute façon, au Président Mahamadou Issoufou.

En ce qui concerne le minis-

tre de la Défense Kalla Moutari, dont le nom a été avancé à un moment, il serait complètement écarté de la liste. Actuellement, laissé sur les carreaux, l'homme se voyait pourtant, selon certaines informations, au sommet. Il y aurait un troisième nom sur la liste mais sans grande im-

portance.

Quant à Brigi Rafini, il attend, toujours, que son remplaçant soit connu pour, enfin, partir. Obtiendra-t-il le quitus attendu ? Rien n'est moins sûr, l'homme pouvant toujours représenter le moindre mal. Exactement comme en 2011.

Oumar Aboubacar Mohamed

Il faut le dire...

La corruption aurait-elle si gangrené le tissu social pour que les syndicats de l'éducation, si nombreux, et les centrales syndicales auxquelles ils sont affiliés, observent un silence coupable face à ce qui se profile pour l'école nigérienne ? Comment peuvent-ils rester sans broncher face à la perspective de renvoi de plus de 6 000 enseignants contractuels ? Ont-ils imaginé un instant l'impact d'une telle folie sur la couverture scolaire ? Ont-ils pensé à tous ces enfants qui risquent d'abandonner l'école parce que la nouvelle école qu'on leur aura choisie à travers cette insolite idée de regroupement, est distante de plusieurs kilomètres ? Ont-ils songé à exiger au ministère de tutelle de publier les statistiques de ce licenciement massif selon les régions, les départements et les communes ? Ont-ils songé à exiger surtout les mesures prises en vue de garantir la no-fermeture d'écoles déjà existantes et la poursuite des recrutements d'enfants au CI ? Bref, pour un syndicat ou une centrale syndicale ayant en son sein un syndicat de l'éducation, il y a tant de choses à faire ou plutôt à exiger du ministère de tutelle avant la rentrée scolaire. Pour le moment, motus et bouche cousue. Ils attendent de constater la tragédie pour demander des explications et des solutions qui doivent nécessairement être envisagées avant la rentrée scolaire. La traditionnelle réunion des cadres de l'éducation, jadis creuset pour décider des mesures à prendre par rapport à certaines défaillances ou insuffisances, n'est plus qu'une rencontre de formalité où l'on parle sans incidence sur le pilotage du système éducatif. Les participants, particulièrement les délégués syndicaux qui y participent, ne se comportent plus en vigiles qui veillent sur les conditions à remplir par le ministère de tutelle, n'ont la tête qu'au montant des per diem. Une catastrophe qui explique pourquoi les autorités actuelles affichent tant d'assurance dans la conduite d'un projet qui va être une véritable catastrophe pour l'école nigérienne.

GAMBO

Crise financière et mesures impopulaires

La grogne sociale va crescendo

Le lundi 11 septembre dernier, le grand marché de Niamey est resté fermé pendant toute la journée. Les commerçants de ce marché ont décidé de ne pas ouvrir leurs boutiques afin de protester contre une mesure prise l'administration dudit marché rehaussant les frais de location. Selon des responsables des syndicats des commerçants interrogés par des médias locaux, le mouvement de grève va se poursuivre et peut même s'étendre à d'autres marchés et secteurs du pays, si la Société de gestion du grand marché (SOCOGEM) ne revient pas sur sa décision. Cette levée des boucliers des commerçants vient ainsi amplifier la grogne sociale qui ne cesse de monter ces derniers temps, avec la tension qui prévaut déjà dans les secteurs de la santé et de l'éducation, avec les grèves des médecins spécialistes, celles des enseignants et les séries d'ultimatums des élèves et étudiants. Toute cette situation est due au fait, d'une part, que les nigériens vivent dans un climat de paupérisation sans précédent depuis les dernières élections présidentielles et, d'autre part, que les tenants du pouvoir ne cessent de les acculer avec des mesures impopulaires. Dans le domaine du

commerce, nombreux sont les commerçants et autres petits détaillants qui ne se sont pas encore remis de la violente opération de déguerpissement entreprise en 2016 à Niamey, qui a conduit à la destruction des dizaines, voire même des centaines des boutiques et autres kiosques qui faisaient vivre des centaines de familles. De nombreux commerçants de Niamey, à qui on veut aujourd'hui imposer une augmentation des frais de location des boutiques, avaient payé des kiosques aux alentours du marché, mais que cette opération de déguerpissement n'avait pas épargnés. Certains sont allés dans d'autres endroits de la ville payer des espaces et installer des boutiques et des kiosques. Ces boutiques et kiosques ont aussi été emportés par la fameuse opération de déguerpissement. Ne pouvant plus gérer la situation, certains ont préféré quitter le pays, abandonnant leurs femmes et enfants, pour d'autres horizons où ils espèrent refaire leur vie de commerçants. Ceux qui sont restés tentent, malgré les difficultés, de trouver de quoi pour supporter les charges de leurs familles. En ces lendemains de la fête de Tabaski et à la veille de la rentrée



scolaire, c'est les soumettre à une dure épreuve que de leur imposer une augmentation des frais de location des boutiques. Dans le domaine de l'éducation, c'est la décision du gouvernement de soumettre les enseignants contractuels à des tests d'évaluation qui a fait déborder le vase de la discorde qui existait déjà entre lui et les syndicats des enseignants, du fait de la non-satisfaction de certaines de leurs revendications salariales. Avec la dernière décision portant suspension de certaines indemnités aux enseignants, il faut s'attendre à des grands remous dès la prochaine rentrée scolaire qui aura lieu à partir du 15 sep-

tembre dans les établissements du secondaire et en début octobre dans ceux du primaire. Du côté des élèves et étudiants aussi, il faut craindre des agitations liées au non-paiement des allocations et bourses du troisième trimestre, de l'aide sociale aux étudiants non-boursiers et le non-respect par le gouvernement d'un certain nombre d'engagements pris vis-à-vis des scolaires. Enfin, dans le domaine de la santé, le refus du gouvernement de négocier avec eux pousse les médecins spécialistes à poursuivre leurs grèves entamées depuis plus d'un an pour exiger la revalorisation de leurs primes. **Dan Lamso**

Ali Soumana, le fondateur du journal Le Courrier, enfin libéré !

Interpellé et détenu depuis le 29 juin 2017, soit depuis deux mois et deux semaines, Ali Soumana, le fondateur du journal Le Courrier, a recouvré enfin sa liberté, hier lundi 11 septembre, suite à une liberté provisoire accordée par le juge en charge du dossier. Incarcéré deux semaines à la Prison civile de Niamey avant d'être transféré à la Maison d'arrêt de Filingué, à près de 200 kilomètres de son lieu de résidence, Ali Soumana a été inculpé de « complicité de soustraction frauduleuse d'une pièce d'un dossier d'instruction », en l'occurrence le réquisitoire introductif du procureur de la République à l'encontre de Dany Chaccour, Pdg d'Africard et du juge Dicko, arbitre unique de l'Ohada qui a eu à connaître du contentieux Etat du Niger-Africard.

À l'occasion de cette sortie de prison qui nous réchauffe le cœur, la rédaction du Monde d'Aujourd'hui présente à notre confrère et à sa famille, nos sincères félicitations.



Mal gouvernance**Les révoltes des oppositions africaines**

Malgré le caractère répressif du pouvoir de Lomé incarné par l'un de fils de l'ancien dictateur Feu Gnassingbé Eyadema, l'opposition togolaise a décidé de se battre pour empêcher une trituration des textes électoraux dont l'objectif est de permettre au pouvoir en place de prendre une large avance sur elle par rapport aux prochaines élections. Ainsi, en dépit de la violente répression dont ils sont l'objet de la part des forces de l'ordre, les leaders et militants de cette opposition multiplient les marches et meeting dans les rues de Lomé et des autres principales villes du pays, afin de manifester leur désapprobation vis-à-vis de la manière dont le régime de Faure Gnassingbé veut manipuler les textes électoraux pour se construire un boulevard pour les prochaines élections. A quelques exceptions près, la situation du Togo est identique à celle du Niger où, depuis quelques mois, le régime du président Issoufou Mahamadou se livre à une révision des textes électoraux sans avoir besoin du minimum de consensus qui a toujours prévalu entre les acteurs politiques en pareille circonstance. Ayant créé les conditions pour empêcher toute rencontre du Conseil national de dialogue politique (CNDP), où étaient prises toutes les grandes décisions par rapport à la révision d'un texte électoral, le pouvoir de Niamey ne lésine sur aucun moyen pour toucher à des dispositions de la Constitution et du Code électoral qui lui paraissent comme des obstacles pour s'assurer une victoire aux prochaines élections, notamment celles générales de 2021. C'est peut-être pourquoi il a délibérément refusé d'organiser les élections locales et la législative partielle de Maradi, prétextant que le Code électoral actuel – sur la base duquel les élections législatives et présidentielles de février et mars 2016 ont été organisées – comporte des imperfections. Malheureusement et

contrairement au Togo, ici au Niger l'opposition se comporte comme s'il n'y a rien de grave dans tout ce que le pouvoir est en train de poser comme actes. Elle se borne tout au plus à boycotter les commissions et les plénières de l'Assemblée nationale où les propositions de modification des textes électoraux du gouvernement sont débattues. Visiblement encouragé par une telle posture de l'opposition et se gargarisant de sa forte majorité au niveau de l'Assemblée nationale, le pouvoir ne semble pas s'arrêter en si bon chemin. A l'allure où vont les choses, on se réveillera un jour avec des modifications des textes électoraux que personne ne voyaient venir. Il est donc du devoir de l'opposition nigérienne de se réveiller de son sommeil, de se libérer des peurs qui semblent la dominer pour se battre, afin d'imposer le respect des textes aux tenants du pouvoir. Dans toute l'histoire du monde et celle de l'Afrique particulièrement, il n'a pas un pays où une opposition est arrivée au pouvoir sans avoir, au préalable, exigé et obtenu le respect des textes électoraux à ceux qui gèrent le pouvoir. Si jamais l'opposition nigérienne ac-



tuelle continue à dormir sur ses lauriers, elle risque de se réveiller à un moment où le pouvoir du président Issoufou Mahamadou à miner tout le che-

min qui mène aux élections générales de 2021. Et elle n'aura alors que ses yeux pour pleurer.

Oumar Aboubacar Mohamed

Tahoua Sakola

Vers un échec total des préparatifs ?

Dans moins de quatre mois, se dérouleront les festivités rentrant dans le cadre de la fête tournante de la proclamation de la République du Niger, le 18 décembre 2017, prévues à Tahoua. Or, selon une source bien informée, les travaux d'embellissement de la ville et autres infrastructures, seraient un fiasco total, donc un échec pour le ministre Issoufou Katambé et consorts. Les ambitions folles affichées par Issoufou Katambé resteront sans doute comme une chimère. Englués dans des difficultés financières inextricables, les membres du comité d'organisation ne savent plus où donner de la tête pour tenir leur pari à date. Une situation qui est d'autant plus compliquée que le pays fait face à des impératifs et que mettre le peu qu'il y a dans la fête tournante sera perçue comme un gaspillage. La problématique est totale et les Nigériens attendent de voir comme tout ça sera géré.

Chronique

« La présidentielle kényane a révélé la mascarade qu'est devenue l'observation électorale en Afrique »

Zoom de notre chroniqueur sur le système qui légitime, à coups de personnalités internationales, locales, et de milliers d'euros les scrutins douteux du continent.

On le savait depuis belle lurette : l'observation des élections en Afrique n'a pas grande utilité. Elle ne sert ni l'enracinement de la culture démocratique, ni la transparence des processus électoraux sur le continent. Toutefois, on était loin d'envisager le naufrage de l'observation électorale que vient de provoquer l'invalidation par la Cour suprême kényane des résultats du scrutin présidentiel du 8 août.

Lire aussi : Kenya : le jour où les juges ont dit non au pouvoir politique

Les juges de la plus haute institution du pays ont estimé, le 1er septembre, que la réélection du président sortant, Uhuru Kenyatta, était tellement entachée d'irrégularités qu'il n'y avait aucune autre alternative que sa reprise complète. Quelques jours plus tôt, pourtant, les observateurs internationaux avaient quant à eux estimé que la présidentielle avait été libre et crédible. Même la délégation du National Democratic Institute (NDI), conduite par l'ancien secrétaire d'Etat américain John Kerry, n'avait rien trouvé à redire aux conditions d'organisation des opérations électorales.

En réalité, ce n'est pas la première fois que les observateurs électoraux ne « voient » pas l'évidence lors d'une élection organisée sur le continent. Leurs turpitudes avaient jusqu'ici été masquées par les décisions d'institutions d'arbitrage aux ordres du pouvoir.

Anciens chefs d'Etat reconvertis

Qu'il soit effectué pour le compte d'organisations internationales comme la Francophonie, l'Union africaine ou les communautés économiques sous-régionales (Cédéao, SADC, Ceeac), le travail d'observation électorale a été dévoyé depuis très longtemps en Afrique. Il s'est transformé en business et en mercenariat. Ainsi, des personnalités à l'agenda surchargé sont mandatées par des organisations internationales pour aller observer des élections. Faute de temps, elles arrivent la veille ou l'avant-veille du scrutin, rencontrent quelques sensibilités politiques



individuellement ou collectivement à leur hôtel. Le jour du scrutin, ces mêmes personnalités font le tour de quelques bureaux de vote de la capitale et, au mieux, de sa périphérie, puis rendent une déclaration sur la bonne tenue des élections. Avec souvent, pour principal critère d'appréciation, le fait qu'il n'y ait eu ni bousculade, ni bagarre dans les bureaux qu'ils ont visités.

Lire aussi : L'Afrique ne veut plus d'élections au rabais

Anciens chefs d'Etat, anciens chefs de gouvernement, anciens ministres ou universitaires réputés, ces observateurs reprennent leur avion au lendemain du scrutin. Ils ont déjà empoché leurs per diem, le plus souvent en liquide et en devises. Ces indemnités journalières peuvent être conséquentes : entre 500 euros et 1 000 euros pour les « sans-grade », entre 1 000 euros et 2 000 euros pour les grades intermédiaires et bien au-delà de 2 000 euros pour les « haut gradés ».

Sur le terrain, ces personnalités côtoient des observateurs « free lance » qui proposent spontanément leurs services ou sont directement sollicités par les pouvoirs locaux désireux d'obtenir l'onction des observateurs internationaux. Avec les observateurs free lance, les pouvoirs signent souvent un engagement contractuel. Il inclut la prise en charge du transport aller-retour, le per diem, l'assistance logistique, la pension complète à l'hôtel et, à la fin du séjour, une enveloppe qui peut monter jusqu'à 50 000 euros, en

fonction de ce que pèse la parole de l'observateur sur le marché international. En retour, notre observateur free lance s'engage à certifier, souvent sans être sorti de sa chambre d'hôtel, la sincérité du scrutin.

Mascarade

Pour ces observateurs free lance, plus il y a d'élections à observer sur le continent, plus il y a de business à réaliser. A cet égard, l'année 2016, qui fut exceptionnelle en nombre de scrutins présidentiels et législatifs organisés sur le continent, a généré un chiffre d'affaires impressionnant pour ces mercenaires d'un genre particulier. **Lire aussi : Gabon : comment truquer une élection présidentielle pour 75 000 euros ?**

Dans sa forme actuelle, qu'elle soit effectuée par des observateurs mandatés par les organisations internationales ou par des free lance, l'observation électorale ne sert qu'à enrichir des individus peu scrupuleux et à conforter des régimes en mal de légitimation. Le grand perdant de la présidentielle kényane n'est ni le président sortant Uhuru Kenyatta, ni son challenger Raila Odinga, mais ce faux-nez de la transparence démocratique. Telle qu'elle est pratiquée, l'observation des élections est une mascarade qui doit tout simplement être abandonnée.

Seidik Abba, journaliste et écrivain, auteur, notamment, de *La Presse au Niger. Etat des lieux et perspectives*, L'Harmattan, Paris, 2010.

Par Seidik Abba (chroniqueur *Le Monde Afrique*)

Crise de trésorerie

Le régime cherche à saigner les citoyens

Le Grand Marché de Niamey n'a pas ouvert ses portes lundi, à cause d'un mot d'ordre de fermeture des boutiques toute la journée lancé par le syndicat des commerçants importateurs/exportateurs. Sans surprise, le mouvement a eu un succès éclatant. Comment pouvait-il en être autrement quand le différend pour lequel le syndicat a appelé à la grève n'épargne aucun occupant du marché ? Le différend porte sur une augmentation unilatérale des frais de loyer des boutiques décidée par la Société de construction et de gestion des marchés (Socogem). Et tenez-vous bien, la nouvelle grille de tarification des boutiques est tout simplement démentielle. La boutique dont la

conventions opaques signées avec les compagnies multinationales qui les exploitent ; il a concédé à des sociétés étrangères certains de nos instruments de souveraineté, pourvoyeurs de recettes pour l'État, etc. Nous parlons ici des magasins sous-douane qui ont été concédés Africa Logistic, une société de l'opérateur économique français Vincent Bolloré, qui entend également s'installer sur le port sec de Dosso. Contre la volonté des opérateurs économiques nigériens.

Parallèlement à la mise en oeuvre de ces choix politiques désastreux, le régime Issoufou s'est aussi adonné à une prédation sans commune mesure des deniers publics par le truchement

son utilité au regard surtout de la masse d'argent qu'elle engloutit quotidiennement en termes de carburant ? Mais là aussi, c'est probablement une question de business, de dessous de tables et de ristournes dans le cadre de l'acquisition des groupes et accessoires. Cette politique de dilapidation des deniers publics par l'entremise de la réalisation de ces différents ouvrages combinée à l'abandon de notre souveraineté sur nos ressources extractives et l'endettement excessif de notre pays auxquels s'est adonné le régime de la renaissance ont fini par faire échouer la barque Niger. Comme il n'a plus beaucoup de perspectives, le gouvernement



location était à 9480 francs passe d'un coup à 60.000 francs CFA ; celle dont la location était à 12640 grimpe à 80.000 francs ; le hall espace qui était à 3000 francs flambe à 18.000 francs, etc. Devant le caractère exorbitant de ces coûts, les commerçants sont dans leur bon droit d'engager la fronde contre les responsables de la Socogem. Au demeurant, quiconque à leur place le ferait. Surtout quand on sait qu'ils sont confrontés à un problème d'écoulement criard de leurs produits et articles à cause du marasme économique dans lequel le régime de la renaissance a réussi la prouesse d'installer notre pays en l'espace de 6 ans de gestion désastreuse de l'État. Il existe au Grand Marché des commerçants qui peuvent passer 48 heures voire 72 heures sans parvenir à vendre le moindre article. Les clients sont rares parce que les populations sont pauvres. Comment dans un tel contexte les responsables de la société peuvent-ils se permettre d'augmenter les frais de loyer des boutiques ? C'est à la limite une insulte à l'endroit des commerçants. Mais il ne faut guère s'y méprendre. L'initiative peut provenir du gouvernement, la Socogem étant une société étatique. Dans sa quête effrénée d'argent, il peut bien demander à la Socogem d'augmenter les tarifs des boutiques du marché pour engranger beaucoup plus avec les occupants du marché. Car, comme on le sait, le gouvernement éprouve aujourd'hui beaucoup de peine à remonter la pente et redresser la barre. Il a gravement surendetté notre pays à travers des emprunts souvent opaques ; il a hypothéqué nos ressources extractives (uranium, pétrole, or, etc.) par des

notamment de la réalisation de quelques éléphants blancs. Sur ce registre, on peut citer, par exemple, le bout de rails dont la construction a été confiée au même Bolloré dans des conditions totalement opaques. Lequel "train" ne sert finalement à rien puisqu'il n'est plus opérationnel depuis qu'il a sifflé une seule fois à l'occasion de son inauguration officielle. Du reste, même le bout de tronçon est actuellement submergé par les eaux de pluies. Il s'agit là d'un véritable gâchis financier. Outre ce projet, il y a aussi ces fameux pseudo-échangeurs construits à Niamey à coup de centaines de milliards de francs CFA, pour soit disant décongestionner la circulation dans la capitale. Mais il ne s'agit pas véritablement d'échangeurs pour qui connaît évidemment ce type d'ouvrage. Sur un vrai échangeur, les usagers ne marquent pas d'arrêt, comme cela s'observe aujourd'hui dans tous les échangeurs du président Issoufou. En vérité, lesdites infrastructures sont tout simplement initiées pour permettre à certains barons du système de la renaissance de s'enrichir, au moyen notamment de la politique de surfacturation des marchés. L'on ne saurait fermer ce volet sans évoquer la centrale thermique de 100 mégawatts de Gourou Banda qui est également un investissement dont la pertinence du choix reste à être démontrée. Pour sûr, sa mise en service intervenue, depuis le mois d'avril dernier, n'a pas permis de mettre fin aux délestages intempestifs d'électricité auxquels les habitants de la capitale et des localités riveraines sont cruellement confrontés ces dernières années. Loin s'en faut ! Où est alors

se rabat aujourd'hui sur les citoyens pour chercher à renflouer les caisses de l'État. Comme cette affaire d'augmentation unilatérale du coût des loyers des boutiques du Grand Marché, la création du guichet unique automobile procède de la même logique.

Tawèye

LE MONDE D'AUJOURD'HUI HEBDOMADAIRE NIGERIEN D'INFORMATIONS GENERALES ET D'ANALYSE

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel.

**RCCM-NI-NIA-2014-B-2269 /
NIF:297 59/S**

E-mail : lemonde_niger1@yahoo.fr

Directeur de publication

Ibrahim A. YERO

CEL : 90.06.78.46

Directeur Commercial

Inoussa DICKO

90.00.99.83 / 96.75.34.12

**Conception & Composition
LE MONDE D'AUJOURD'HUI
Tirage : 1 500 Exemplaires sur
les presses de la G.I.N**